



Laurent Herment (dir.)

Histoire rurale de l'Europe. XVI^e-XX^e siècle

Éditions EHESS, 2019, 336 pages

La France fut jusqu'au début des années 1930 un pays majoritairement rural. Le poids de cette ruralité est encore fort aujourd'hui, surtout par comparaison avec des sociétés européennes plus nordiques. Cette particularité a suscité de puissants courants de recherche universitaire, depuis l'entre-deux-guerres jusqu'à la fin des années 1970. Le climat dominant de l'historiographie française, en particulier, était alors très ruralisant, voire agrarien.

Le paysage intellectuel a maintenant bien changé. Les chercheurs français sont assez absents des arènes internationales, occupées par leurs confrères anglais et néerlandais, mais aussi italiens, espagnols et scandinaves. Des pays plus urbanisés que le nôtre continuent à financer de grands programmes d'études sur les anciens mondes paysans, avec de nombreuses publications à la clé. Chez nous, les productions historiques dédiées aux campagnes ou à l'agriculture sont devenues peu nombreuses et de qualités variables.

Le présent ouvrage collectif entend contribuer à combler ce vide éditorial. Ses quatorze chapitres, allant du XVI^e au XX^e siècle, s'appuient sur les développements les plus récents de la recherche européenne en histoire rurale. Coordiné par Laurent Herment (CNRS) et rédigé par quelques-uns des meilleurs professeurs et chercheurs du moment, il est plus précisément consacré aux thèmes du développement agricole et de la croissance des activités agricoles. Cinq grandes questions précisent cette problématique générale : qu'entend-on par "croissance agricole" ? Comment la mesurer ? Quels en sont les principaux facteurs et causes ? Quels sont ses rythmes et temporalités habituels ? Enfin, comment se distribue-t-elle dans l'espace ?

Les réponses apportées au fil des études de cas (pays ou régions) multiplient les points de vue, les méthodes, les résultats, les nouvelles pistes de recherche, et finissent par dresser un tableau complet de l'évolution des campagnes en Europe. On comprend alors

mieux, par exemple, la diversité des trajectoires agricoles nationales, soumises aux contraintes de la géographie, de l'économie, et aux pressions des milieux. Les questions d'épistémologie ne sont pas oubliées, plusieurs chapitres rendant compte du renouveau des méthodes quantitatives en histoire rurale, et des défis liés à l'interrogation contemporaine des époques révolues : comment mesurer l'augmentation de la production agricole, plusieurs siècles plus tard et en l'absence de sources directes ? La contribution des institutions au développement des campagnes est un autre leitmotiv du livre : impacts des lois et des décisions gouvernementales, effets de l'extension du droit de propriété et de l'exécution des contrats, etc.

On retiendra en particulier le chapitre rédigé par Piet van Cruyningen, montrant que les lourds investissements consentis par les bourgeois hollandais (dès le début du XV^e siècle), pour protéger les villes en régulant les eaux, ont directement contribué au décollage de l'agriculture. Le drainage améliora la productivité des sols mais, surtout, l'irruption massive de ces capitaux modifia les rapports à la propriété, enclencha un processus de spécialisation et de croissance de la taille des exploitations, facilita l'achat de bétail et de bâtiments. Tout aussi intéressant est le chapitre de Giuliana Biagioli, qui révèle la diversité inter-régionale des voies du développement agricole en Italie, selon les degrés de résistance du féodalisme et les processus locaux d'innovation. De son côté, Llorenç Ferrer-Alos s'intéresse aux liens entre espaces urbains et espaces ruraux en Espagne, à l'industrialisation des zones rurales, à la pluriactivité agricole et aux investissements fonciers des élites. Concernant notre pays, Gérard Béaur et Jean-Michel Chevet révoquent en doute l'idée, largement répandue, d'un "modèle français" dominé par un foncier émietté, une petite propriété paysanne familiale engluée dans le travail routinier et l'autosubsistance. Comme l'Angleterre, nous avons aussi eu nos *large farms* et nos fermiers capitalistes, engagés dans l'investissement et tournés vers le marché, ouverts aux innovations et à la recherche de productivité.

Au total, de chapitre en chapitre, les auteurs dénoncent la mauvaise habitude consistant à juger le passé à partir du présent : elle véhicule des visions anachroniques et fausses des progrès historiques des agricultures européennes. On retiendra aussi qu'il n'y a pas un schéma préétabli et unique de développement, pas une surdétermination structurelle valable en tous lieux et en toutes époques, mais une diversité de trajectoires, faites de continuités et d'aléas avec, pendant des siècles, de vraies fragilités des dynamiques de croissance agricole. On peut même dire que les tensions, ruptures et crises (sociales, commerciales, foncières, productives, climatiques, etc.) ont constamment accompagné le déploiement des systèmes agricoles.

Ce dernier ne résulte pas d'une seule cause mais d'un faisceau d'innovations imbriquées. Les auteurs, bien plus qu'ils ne l'auraient fait il y a trente ou quarante ans, insistent sur les processus multifactoriels. Ils sont à la recherche non pas d'un moteur fondamental mais de plusieurs moteurs contingents. Il peut s'agir, ici, de décisions politiques et de stratégies d'autorités publiques, de progrès techniques et de nouvelles disponibilités en main-d'œuvre. Ailleurs, la croissance découlera plutôt de la demande urbaine, des marchés économiques ou des réseaux de commerce. Empiriquement complexes, les phénomènes présentés dans ce livre ne peuvent se plier à une seule explication théorique ; l'important est plutôt d'associer les approches disciplinaires et les éclairages conceptuels. Néanmoins, la pression démographique a souvent été le plus puissant des facteurs de développement agricole : le nombre des humains tire la production à long terme, entraîne des économies d'échelle, accélère la réduction des coûts associés à l'utilisation des techniques, des équipements, des innovations agronomiques, des mécanismes de marché, etc.

Quels que soient les cas de figure historiques, il faut abandonner l'idée d'un immobilisme multiséculaire du monde rural : il n'était pas figé et statique, purement traditionnel dans des sociétés pré-modernes en voie d'urbanisation et d'industrialisation. Il changeait, bougeait, évoluait, parfois rapidement et massivement, mais nous n'avons gardé que peu de traces de ces mutations, ni souvent la volonté de les connaître.

L'histoire des campagnes ne s'achève pas au XXI^e siècle, leurs processus de transformation ne sont ni stabilisés ni arrivés à terme. À cet égard, les auteurs rappellent que la dialectique des interactions rural-urbain prend constamment de nouvelles formes et de nouvelles voies. Hier les élites municipales contrôlaient politiquement et physiquement l'hinterland de leurs cités ; aujourd'hui, même si tout le monde n'habite pas encore en ville, les médias et les réseaux sociaux diffusent partout le modèle dominant d'une *urbanité* généralisée.

Bruno Hérault
Chef du Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr